



SESSION N°26

Financement des entreprises africaines de l'agroalimentaire : stratégies pour accéder aux investissements

Mardi 24 mars 2026 - 12h00-13h45 UTC

En ligne ([Zoom](#))

Interprétation anglais-français-portugais disponible

1. Contexte

L'accès au financement reste l'un des principaux obstacles auxquels sont confrontés les entrepreneurs agroalimentaires en Afrique. Alors que les PME agroalimentaires jouent un rôle essentiel dans le renforcement des systèmes alimentaires, la création d'emplois ruraux et la valorisation des produits agricoles, beaucoup peinent à obtenir les capitaux nécessaires à leur croissance. Environ 220 000 PME agroalimentaires en Afrique subsaharienne ont besoin d'un financement externe, mais une grande partie de cette demande reste insatisfaite en raison du nombre limité de produits financiers adaptés au secteur et des lacunes en matière de préparation à l'investissement.¹

Au-delà de la disponibilité des capitaux, les investisseurs signalent souvent des difficultés à identifier des entreprises prêtes à recevoir des investissements, capables de satisfaire aux exigences de diligence raisonnable et de gérer efficacement les investissements externes. Le renforcement de la planification d'entreprise, de la gestion financière et de la gouvernance constitue donc une étape clé pour les entrepreneurs cherchant à attirer des financements.²

Cette session explorera comment les entrepreneurs agroalimentaires peuvent renforcer leur préparation à l'investissement, s'orienter parmi les opportunités de financement et tirer parti de l'assistance technique pour accéder au capital.

2. Opportunités et voies d'accès pour les entrepreneurs agroalimentaires

Malgré des contraintes de financement persistantes, le paysage de l'investissement agroalimentaire en Afrique évolue. Les investisseurs d'impact, les institutions de financement du développement et les fonds spécialisés s'intéressent de plus en plus aux entreprises agroalimentaires qui contribuent à la sécurité alimentaire, à la résilience climatique et au développement rural.

Parallèlement, les modèles de financement innovants se développent. Le financement mixte, qui combine des capitaux concessionnels et privés, est de plus en plus utilisé pour réduire les risques d'investissement dans l'agriculture. Le financement de la chaîne de valeur permet également aux PME agroalimentaires d'accéder au crédit grâce à des partenariats avec des

¹ ISF Advisors, 2022, [État du secteur : le financement des micro, petites et moyennes entreprises agricoles](#)

² FIDA, [Réseau de financement et d'investissement pour les petits exploitants et les PME agricoles](#)



Funded by
the European Union

acheteurs, des transformateurs ou des fournisseurs d'intrants, tandis que les services financiers numériques et les solutions fintech améliorent l'évaluation de crédit grâce à des données alternatives telles que les transactions mobiles ou les registres de la chaîne d'approvisionnement.

Cependant, pour accéder à ces opportunités, les entrepreneurs doivent comprendre les attentes des investisseurs et préparer leur entreprise en conséquence.

3. Des défis persistants pour accéder au financement

Plusieurs obstacles structurels continuent de limiter l'accès au financement pour les PME agroalimentaires. L'un des problèmes largement reconnus est le « manque de solutions intermédiaires » dans le financement agricole. De nombreuses entreprises agroalimentaires sont trop grandes pour les institutions de microfinance, mais trop petites ou trop risquées pour les banques commerciales. En conséquence, une part importante de la demande de financement reste insatisfaite.³

Les entrepreneurs sont également souvent confrontés à des difficultés en matière de préparation à l'investissement, notamment des registres financiers limités, des structures de gouvernance faibles et des données de marché insuffisantes. Ces lacunes peuvent compliquer l'évaluation des risques et du potentiel de croissance des entreprises agroalimentaires par les investisseurs.

Les femmes et les jeunes entrepreneurs peuvent se heurter à des obstacles supplémentaires liés à l'accès à la terre, aux garanties et aux réseaux financiers⁴.

Au-delà de la disponibilité des capitaux, le défi consiste donc à mettre en relation des entreprises agroalimentaires viables avec des mécanismes de financement adaptés.

4. Perspectives d'avenir

Améliorer l'accès au financement pour les entrepreneurs agroalimentaires nécessite une collaboration plus étroite entre les entrepreneurs, les investisseurs et les organismes de soutien. Les programmes de préparation à l'investissement, l'assistance technique et le mentorat peuvent aider les PME à renforcer leur gestion financière et à préparer des propositions qui répondent aux attentes des investisseurs.⁵

Les institutions financières doivent également développer des produits de financement mieux adaptés aux PME agroalimentaires, notamment des structures de remboursement alignées sur les cycles de production agricole. Le renforcement des liens entre les entrepreneurs, les organisations d'agriculteurs, les investisseurs et les prestataires d'assistance technique sera essentiel pour constituer un vivier plus solide d'entreprises agroalimentaires susceptibles d'attirer des investissements.

Cette session abordera les thèmes suivants :

- Les principaux obstacles à l'accès au financement des entrepreneurs agroalimentaires
- La préparation à l'investissement des PME agroalimentaires, concrètement
- Les nouveaux modèles et instruments de financement en Afrique
- Comment mieux connecter les entrepreneurs aux investisseurs et aux financements

³ ISF Advisors, 2022, [État du secteur : le financement des PME agricoles](#)

⁴ Banque mondiale, 2024, [Financement des systèmes alimentaires et développement des PME](https://www.worldbank.org/en/topic/agriculture)

⁵ FIDA – SAFIN, <https://www.ifad.org/en/safin>

SÉRIE INNOVATIONS PAFO-COLEAD

Innovations et succès des PME et organisations de producteurs africaines

SESSION N°26

Financement des entreprises africaines de l'agroalimentaire : stratégies pour accéder aux investissements

Mardi 24 Mars 2026 - 12h00-13h45 UTC

En ligne ([Zoom](#))

Interprétation anglais-français-portugais disponible

Programme

Modérateur : *Ahoefa Soklou, Chargée de projet, Réseaux et Alliances, COLEAD*

12h00-12h10 Introduction et allocution d'ouverture

- *Ines Bastos, Experte senior en développement commercial, COLEAD*
- *Babafemi Oyewole, PDG, PAFO*

12h10-12h40 Panel 1 : Entrepreneurs agroalimentaires et accès au financement en Afrique

- *Steve Ndende, Fondateur d'Agrizoom*
- *Jovia Kisaakye, Fondatrice et Directrice Générale, Ecobed Biotech.Brand*
- *Joel Degboe, Directeur financier, Cajou Espoir*

12h40 - 13h15 Panel 2 : Catalyser l'investissement à impact dans le secteur agroalimentaire africain

Renforcer la préparation à l'investissement des PME : le rôle de l'assistance technique

- *Natalia Svarinska, Responsable de l'Assistance technique, EDFI Management Company*

Perspectives des investisseurs : attentes, opportunités et tendances de financement

- *Bocar-Alpha BA, Responsable pays, Invest in Africa, Mauritanie*
- *IBA Fall, Directeur pays, Invest in Africa, Senegal*
- *Perrine Duffaure, Chargée d'investissement AgriFI, EDFI Management Company*

13h15 -13h35 : Débat

13h35-13h40 Principaux enseignements et conclusion

13h40-13h45 Parcours de préparation à l'investissement du COLEAD

- *Weiting YAO, Responsable projets, Accès au Financement, COLEAD*



Cet évènement a été organisé dans le cadre du programme Fit For Market Plus (FFM+), mis en œuvre par le COLEAD dans le cadre de la coopération au développement entre l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et l'Union européenne (UE).

La présente publication a été développée par le programme Fit For Market Plus (FFM+), mis en œuvre par le COLEAD dans le cadre de la coopération au développement entre l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et l'Union européenne (UE). Son contenu relève de la seule responsabilité du COLEAD et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'OEACP ni de l'Union européenne.